

Justice et Droits humains

Le représentant de l'Unicef et le Synamag chez Boutamba Mbina

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

Le représentant résident de la zone Gabon, Sao Tome du Programme des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Jacques Boyer, est allé présenter ses civilités au nouveau ministre de la Justice en charge des Droits humains, Alexis Boutamba Mbina.



Le ministre Boutamba, lors de la réunion avec le représentant de l'Unicef au Gabon, Jacques Boyer.



Le ministre de la Justice, lors de la réunion avec le bureau du Synamag

LORS de cette rencontre, il a échangé avec son hôte sur des questions ayant trait aux droits de l'enfant dont la Journée mondiale a d'ailleurs été célébrée hier. A l'occasion des manifestations commémoratives, à Libreville, le 29 novembre prochain, des campagnes de vulgarisation auront lieu à l'école publique de Nzeng-Ayong, en collabo-

ration avec l'organisme onusien. Lors de leur échange, Jacques Boyer a parlé des droits des enfants au Gabon. A cet effet, il a félicité le gouvernement gabonais pour les vastes réformes engagées, notamment dans le secteur social. Il a salué le plaidoyer mené

au niveau législatif, avec des textes visant à mieux protéger l'enfant et ses droits. Il note aussi, avec satisfaction, le renforcement des capacités des acteurs dans tous les domaines du programme Gabon-Unicef 2012-2016. Ce programme contribue, de manière positive, à l'ac-

celération de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et à la réalisation des politiques et priorités nationales en matière de la survie de l'enfant et de la lutte contre les inégalités à lui faites et son exclusion dans la société. Ledit programme avait été mis en place pour encourager un meilleur équilibre entre les indicateurs économiques et les indicateurs sociaux. Histoire de rehausser la place de l'enfant dans l'agenda de développement national. Dans cette optique, a-t-on appris, l'Etat gabonais et l'Unicef avaient convenu, dans les termes de leur partenariat agissant, de se concentrer sur les inter-

ventions les plus porteuses. Notamment celles qui ont un impact réel sur les enfants. Au demeurant, le représentant de l'Unicef a émis le vœu de voir de nouveaux curricula sur les droits de l'enfant se mêler à d'autres déjà dispensés à l'École nationale de la magistrature du Gabon. Avec le bureau directeur du Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag), il était question de faire un état des lieux de leurs revendications, en terme d'avancées, deux semaines après la première rencontre au cours de laquelle le président actif dudit syndicat, Germain Nguema Ella, avait pré-

senté au nouveau garde des Sceaux les six points de revendications contenus dans son cahier. Constatant que les lignes bougent peu à peu, le Synamag a salué le dynamisme du ministre Boutamba Mbina, et l'encourage à poursuivre sur cette lancée. Il a aussi pris l'engagement de discuter avec sa base. Histoire d'accorder encore le bénéfice du doute à leur tutelle. Le Synamag rappelle, néanmoins, que sa menace de grève reste d'actualité au cas où le gouvernement dormirait encore sur ses lauriers, comme si de rien n'était, a prévenu son président.

Troisième commission budgétaire de l'Église évangélique du Gabon

Le budget annuel arrêté à 296 millions 802 mille FCFA

